

Direction Financière
Juridique et Logistique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

MP 25-04

- **Pouvoir Adjudicateur :**

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet du marché : Prestations d'accueil, de traitement du courrier et de factotum au
Siège de l'ASP à Limoges

Sommaire

Article 1. Objet du marché	4
Article 2. Procédure de passation.....	4
Article 3. Décomposition de la consultation	4
Article 4. Pièces constitutives du marché.....	4
Article 5. Durée du marché et délais d'exécution.....	5
Article 6. Clause sociale d'insertion obligatoire.....	5
Article 7. Considérations environnementales	10
Article 8. Etablissement des prix du marché	10
8.1 Type et forme des prix	10
8.2 Type et forme des prix	10
Article 9. Conditions générales d'exécution	11
9.1 Lieu d'exécution des prestations	11
9.2 Horaires d'intervention	12
9.3 Délais d'exécution des prestations	12
9.4 Moyens de l'administration mis à disposition du titulaire	12
9.5 Restitution des moyens mis à disposition	12
Article 10. Modalités d'engagement des prestations.....	12
Article 11. Conditions particulières d'exécution	13
Article 12. Obligations des cocontractants.....	14
12.1 Obligations communes	14
12.2 Obligations de l'ASP	14
12.3 Obligations du titulaire	14
12.3.1 Obligations générales	14
12.3.2 Pièces et attestations à fournir	15
12.3.3 Modification affectant le titulaire au cours de l'accord-cadre.....	15
Article 13. Modalités d'intervention du personnel du titulaire	15
Article 14. Sécurité et prévention.....	15
Article 15. Propriété intellectuelle	16
Article 16. Vérification et admission.....	16
Article 17. Pénalités et réfections	17
17.1 Application des pénalités	17
17.2 Montant des pénalités.....	17
17.2.1 Pénalités pour retard dans la mise en place du marché	17
17.2.2 Pénalités pour absence non remplacée	17
17.2.3 Pénalité pour retard à la prise de poste ou départ anticipé	17
17.2.4 Pénalités pour non- respect des clauses de confidentialité	18

17.2.5	Pénalités relatives à l'insertion	18
17.2.6	Pénalités relatives aux considérations environnementales	18
17.2.7	Pénalités relatives aux règles de sécurité	18
17.3	Application des réfections dérogatoires (réfections forfaitaires)	18
Article 18. Responsabilité et assurances		18
18.1	Responsabilité	18
18.2	Assurance	19
Article 19. Exécution financière de l'accord-cadre		19
19.1	Avance	19
19.2	Echéancier des paiements	19
19.3	Solde	19
19.3.1	Solde du forfait - partie 1	19
19.3.2	Solde d'un bon de commande - partie 2	20
19.4	Contenu des demandes de paiement	20
19.5	Adresse de facturation	20
19.6	Dématérialisation des factures	20
19.7	Régime des paiements	21
19.7.1	Mode et délai de paiement	21
19.7.2	Intérêts moratoires	21
Article 20. Cession ou nantissement de créance		21
Article 21. Protection des données à caractère personnel		21
Article 22. Sous-traitance		21
Article 23. Résiliation du marché		22
23.1	Pour motif d'intérêt général	22
23.2	Pour tous les autres cas	22
23.3	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	22
Article 24. Règlement des différends et litiges		22
Article 25. Prestations similaires pour les services		22
Article 26. Modifications de marchés		22
26.1	Clauses de réexamen	22
26.2	Prestations supplémentaires de marché	23
26.3	Autres modifications de marché : modifications non substantielles	23
26.4	Autres modifications de marché : circonstances imprévues	23
26.5	Autres modifications de marché : modifications non substantielles	23
Article 27. Clauses de sécurité		23
27.1	Confidentialité	23
27.2	Engagement de confidentialité	24
27.3	Sécurité physique	24
Article 28. Dérogations au CCAG		24

Article 1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations d'accueil, de traitement du courrier et de factotum au siège de l'ASP, 2 rue du Maupas à Limoges (87000).

Les descriptions des prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP.

Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation du marché est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

Article 3. Décomposition de la consultation

Les prestations formant un ensemble unique et cohérent, la présente consultation est composée d'un seul lot, conformément à l'article R2113-3 du code de la commande publique.

Elle consiste en un accord-cadre mono-attributaire composite qui s'exécute pour partie à travers des prestations forfaitaires (partie 1) et pour partie par l'émission de bons de commande (partie 2), en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Le montant minimum de l'accord-cadre correspond au montant forfaitaire de la partie 1 pour la période initiale d'exécution de l'accord-cadre (24 mois). Le montant maximum correspond au montant minimum de l'accord-cadre sur sa durée totale (48 mois) majoré d'un coefficient 1.20 intégrant le montant maximum des prestations à bons de commande de la partie 2.

Article 4. Pièces constitutives du marché

Les documents contractuels régissant le marché sont par ordre de priorité décroissante :

1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : annexe financière
 - Annexe 2 : clause d'insertion professionnelle
2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
3. Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – FCS (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1^{er} avril 2021) – non fourni
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
6. La proposition technique du titulaire
7. Le plan de prévention mentionné à l'article 14 du présent CCAP

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Article 5. Durée du marché et délais d'exécution

La durée du marché, les délais d'exécution et les modalités de reconduction sont précisés dans l'acte d'engagement.

Article 6. Clause sociale d'insertion obligatoire

6.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de l'Acheteur.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans l'optique de l'axe 2 de son SPASER, l'Agence évalue la possibilité de faire réaliser tout ou partie de ses différents besoins par une structure du secteur du travail protégé et adapté, de l'insertion par l'activité économique, de l'ESS (etc.) et ce, dès le premier euro.

Ainsi, le Titulaire doit être en mesure d'identifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'Acheteur, les entreprises inclusives concourant à la réalisation des prestations objet du marché.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de son mémoire technique.

6.2 Modalités de réalisation relatives à une clause obligatoire d'insertion par l'activité

Le SPASER de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique 2019, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Cette clause sociale se traduit par un nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée du marché, reconductions comprises, selon les volumes suivants :

	Nombre d'heures minimum	Nombre d'heures proposé par le candidat	Nombre d'heures maximum
Pour la période initiale de 2 ans	350	Fixé par le titulaire dans l'annexe 1 au CCAP	700
Pour la période de reconduction de 2 ans	350	Fixé par le titulaire dans l'annexe 1 au CCAP	700

Ce nombre d'heures de travail, proposées par les candidats, ne pourra être ni inférieur au minimum attendu ni supérieur au maximum.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cela consistera à réserver au public visé le nombre d'heures sur lequel le titulaire se sera engagé et qui fera l'objet d'un critère de notation en application de l'article L2152-7 du CCP 2019.

La clause sociale d'insertion obligatoire peut être réalisée par le ou les titulaire(s) et/ou par son (ou ses) sous ou cotraitant(s). Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité.

○ **Les publics visés**

L'objectif est de procéder à des recrutements à l'occasion de l'obtention du marché.

Les candidats peuvent être proposés par l'Unité Clauses Sociales ou repérés par l'entreprise.

Dans ce dernier cas, cette dernière devra présenter tous les éléments permettant de justifier de la situation de la personne au moment de son embauche qui devra s'effectuer dans les dates d'exécution du marché.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature aura été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action seront :

- des jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail)
- des allocataires du RSA en recherche d'emploi ou leurs ayant droits,
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation d'Invalidité,
- les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi depuis au moins 6 mois,
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)...

En outre, l'unité clauses sociales d'insertion peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour les personnes handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail.

Les candidats peuvent être identifiés par l'attributaire ou proposés par le dispositif d'accompagnement dont les coordonnées figurent ci-dessous

En tout état de cause, l'éligibilité de la candidature de ces publics aura, préalablement à tout recrutement, été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses sociales

Durée de valorisation : une personne recrutée à l'occasion d'une clause sociale reste éligible durant 24 mois minimum et durant cette période, son temps de travail pourra être valorisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Si la personne est recrutée en alternance, le temps de travail et de formation sera comptabilisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Dans le cas où une personne recrutée à l'occasion d'un marché intégrant une clause sociale voit son contrat transformé en CDI, elle sera valorisable jusqu'au terme du marché considéré.

○ **Modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution des prestations à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous, avec possibilité de les cumuler :

➤ **1^{ère} modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives. Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par l'Unité clauses sociales ou sont accessibles sur le moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

➤ **2^{ème} modalité** : la mise à disposition de salariés
L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
- D'une Association Intermédiaire (AI)
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT)

➤ **3^{ème} modalité** : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI ou alternance)

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci.

○ **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'ASP propose une procédure spécifique d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant attache auprès de Limoges Métropole – Communauté urbaine :

Limoges Métropole - Communauté urbaine
Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social
Unité Clauses Sociales
19, rue Bernard Palissy
CS 10001 - 87031 LIMOGES cedex 1
Tél : 05 55 45 78 93

Facilitatrices : **Véronique THALAMY / Hortense DUGAY / Johanna NIVARD**

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera transmise au dispositif d'accompagnement.

Protection des données par Limoges Métropole :

Le titulaire est informé que les données collectées seront traitées, par Limoges Métropole, dans le logiciel ABC Clause (développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Ville Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL).

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Limoges Métropole est responsable du traitement

des données collectées. Ces données personnelles sont : le nom de la structure, son numéro de SIRET et les coordonnées de l'interlocuteur.

La finalité de ce traitement est la mise en œuvre des clauses sociales au profit des publics en insertion. Les clauses sociales constituent un levier dans la mise en œuvre d'un parcours vers l'insertion durable des personnes éloignées de l'emploi.

Toute réutilisation des données sera conditionnée au respect de ces finalités, ou en poursuivant des finalités compatibles. Les données personnelles collectées font l'objet de fiches d'orientation et de fiches de positionnement qui pourront être transmises aux organismes suivants, dans la seule finalité de poursuivre les objectifs de la clause sociale :

- Maîtres d'ouvrage,
- Entreprises,
- Organismes de formation,
- Acteurs du service public de l'emploi,
- Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

La collecte des données personnelles n'excède pas ce qui est strictement nécessaire à ces finalités. Limoges Métropole n'intègre à son traitement de données personnelles que les informations susceptibles de guider les organismes d'insertion dans l'accompagnement des personnes.

Les données personnelles collectées seront conservées 10 ans. Au-delà de cette durée, les données seront détruites.

Conformément au Règlement général de protection des données personnelles (Règlement de l'Union européenne n°2019/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), le Titulaire peut exercer à tout moment un droit d'accès sur les données personnelles concernées et obtenir une copie gratuite des données collectées.

Le Titulaire peut également, à tout moment et sans justification, exercer un droit de rectification ou d'effacement des données.

Toutes les demandes concernant le présent traitement de données personnelles est à adresser à l'unité clauses sociales, au 05.55.45.29.86 ou 05.55.45.78.95 ou 05.55.45.78.93 ou insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr

Confidentialité des données personnelles fournies au Titulaire :

Pour sa part, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures, nécessaires et suffisantes, pour garantir la confidentialité et la sécurité des données concernant le dispositif d'accompagnement.

Le Titulaire du marché s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter :

- Veiller à ce que son personnel et le personnel des sociétés sous-traitantes soient strictement tenus à des devoirs de secret professionnel,
- Ne pas divulguer ces données sous quelque forme que ce soit à des tiers non habilités, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

En général, ces informations (quelle qu'en soit la forme) ne peuvent, sans autorisation écrite du pouvoir adjudicateur, être communiquées à des tiers.

o Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

A cet effet, le Titulaire engagé dans la démarche fournit aux facilitatrices :

- Avant chaque recrutement d'un ou une candidat(e) identifié(e) par l'entreprise, toutes les informations nominatives administratives relatives à sa situation au regard de l'emploi : fiche de renseignement et justificatif d'éligibilité selon la liste fournie, CV à jour, ou tout autre élément permettant de justifier de sa situation (coordonnées du conseiller emploi par exemple).

- Avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation : date d'embauche, nombre d'heures réalisées selon les options choisies, type de contrat, poste occupé.

En cas de sous-traitance, le Titulaire est responsable de la bonne remontée des informations à l'unité clause sociale.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 18.4 du CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant son exécution, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article 6 du CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par l'unité clauses sociales mentionnée à l'article 6 du CCAP aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR avec copie au dispositif d'accompagnement. Dans ce cas, l'unité clauses sociales étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, l'Agence de services et de paiement peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article dédié du présent C.C.A.P.

6.3 Autres modalités de réalisation

Dans le cadre de sa politique globale, l'ASP souhaite contribuer à l'évolution des représentations sur le handicap afin de mettre en valeur les ressources et les compétences des personnes handicapées.

Aussi, pour renforcer l'accès des personnes en situation de handicap aux formations dispensées, l'ASP attend des titulaires qu'une attention particulière soit apportée à ce public pour lui permettre d'être accueilli, de suivre un parcours de formation avec des méthodes pédagogiques adaptées si nécessaire.

Article 7. Considérations environnementales

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensable à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire. Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

Ces aspects environnementaux de la prestation sont définis dans le cadre de mémoire technique.

En cas de non-respect des engagements pris, le titulaire s'expose aux pénalités décrites au présent CCAP.

Article 8. Etablissement des prix du marché

8.1 Type et forme des prix

L'accord-cadre est traité à prix forfaitaires et définitifs pour les prestations de la partie 1 et à prix unitaires et définitifs pour les prestations de la partie 2.

Les prix sont révisables.

8.2 Type et forme des prix

Les prix figurant en annexe relatifs à la partie 1 et au à la partie 2 de l'acte d'engagement sont réputés complets et comprennent les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de déplacement du personnel du titulaire nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché.

Le titulaire doit le remplacement des absences de ses propres agents tout au long de la prestation. Le prix indiqué dans l'annexe financière à l'acte d'engagement comprendra ces remplacements.

8.3 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres.

8.4 Modalités de calcul de la révision des prix

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par référence aux variations de l'indice suivant : 001565196 – dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé (ICHTTrev)-salaire et charges-tous salariés-services administratifs et soutien (NAF ré.2 Section N) base 100 en décembre 2008 - publié sur le site de l'INSEE.

Par application de la formule suivante :

$$P = P_i \times (ICHTTrev_1 / ICHTTrev_0)$$

dans laquelle :

P = prix révisé en euros hors taxes,

P_i = prix initial, tel qu'il figure à l'annexe financière à l'acte d'engagement, en euros hors taxes, établi aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres,

ICHTTrev₀ et *ICHTTrev₁* = valeurs initiale et finale de l'indice.

La valeur initiale de (*ICHTTrev₀*) est égale à la valeur de l'indice du mois de remise des offres du présent marché, publié sur le site internet de [l'INSEE](https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196) (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196>)

Le mois de remise des offres est le mois de mars 2025.

La valeur finale (*ICHTTrev₁*) est égale à la valeur de l'indice publié sur le site internet <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196> à la date anniversaire de prise d'effet du marché (correspondant soit à la date de notification du marché, soit à la date indiquée dans le courrier de notification du marché).

Les nouveaux prix, dûment révisés, entrent en vigueur à compter de la date fixée pour la révision

Pour les révisions ultérieures, les valeurs *P* et *ICHTTrev₁* deviennent les valeurs *P_i* et *ICHTTrev₀* de la révision suivante ; si une révision n'intervient pas une année donnée, les indices *P_i* et *ICHTTrev₀* sont ceux applicables à la période d'exécution précédant la révision.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le titulaire informera alors l'ASP des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive.

8.5 Périodicité de la révision des prix

Les prix sont révisés une fois par an à la date anniversaire de la prise d'effet du marché (date de la notification du marché ou date indiquée dans le courrier de notification).

L'initiative de la révision appartient au titulaire qui doit faire parvenir sa demande de révision de prix à l'ASP, par courriel ou lettre simple, en y joignant le calcul du coefficient de révision au plus tard un mois après la date fixée pour la révision des prix du marché.

Article 9. Conditions générales d'exécution

Le titulaire doit exécuter les prestations du présent accord-cadre dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des coûts indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

9.1 Lieu d'exécution des prestations

L'ensemble des prestations est à exécuter dans les locaux du siège de l'ASP, situés au 2 rue du Maupas à Limoges (87000).

Cependant la prestation de factotum demande des interventions ponctuelles à l'annexe du siège rue Aristide Briand à Limoges et éventuellement dans les locaux de fournisseurs (retrait de commandes, utilisation et entretien des véhicules).

En cas d'intervention dans les locaux de l'ASP, le titulaire s'engage à transmettre un projet de plan de prévention et à solliciter une visite d'inspection dans les conditions fixées au code du travail.

9.2 Horaires d'intervention

Les équipes du titulaire interviendront aux horaires indiqués au CCTP.

9.3 Délais d'exécution des prestations

Les durées et les délais prévus au marché s'entendent, sauf dispositions contraires, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture de l'établissement du titulaire.

Les prestations récurrentes de la partie 1 seront exécutées conformément aux horaires indiqués dans le CCTP.

La date de début d'exécution des prestations, au titre du forfait, correspond à la date de notification de l'accord-cadre ou, le cas échéant, à la date indiquée dans la lettre de notification. Le personnel du titulaire devra être en place et opérationnel sur site le 01 juillet 2025 aux horaires indiqués dans le CCTP.

L'ASP communiquera annuellement au titulaire les jours de fermeture de l'Agence.

Le délai d'exécution des prestations de la partie 2 sera précisé dans le bon de commande..

9.4 Moyens de l'administration mis à disposition du titulaire

Pour l'exécution du présent marché, l'administration s'engage à mettre gratuitement à disposition du titulaire pour la durée du marché les matériels nécessaires et les locaux mentionnés au CCTP.

9.5 Restitution des moyens mis à disposition

La restitution des moyens qui sont de la propriété de l'administration doit intervenir au plus tard en même temps que la livraison des dernières prestations de l'accord-cadre ou au moment de la résiliation, le cas échéant.

Le titulaire s'engage :

- à laisser les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement ;
- à restituer les locaux mis à sa disposition en état normal de vétusté ;
- à restituer les équipements et matériels mis à disposition du personnel du titulaire et placés sous sa responsabilité pour effectuer les missions qui lui sont confiées (moyens de communication, badges, clefs ...).

Un constat contradictoire d'état des lieux est réalisé entre l'ASP et le titulaire.

Toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

Article 10. Modalités d'engagement des prestations

La notification de l'accord-cadre vaut engagement des prestations forfaitaires de la partie 1. Les prestations récurrentes seront dispensées conformément au CCTP.

Les prestations de la partie 2 font l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant à l'annexe financière.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (LRAR ou courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire disposera de 2 jours ouvrés au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel ou de la télécopie), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception. Passé ce délai, le titulaire sera engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par l'ASP, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Toute modification faite par le titulaire de son propre chef et directement sur le bon de commande sera réputée non écrite.

Les bons de commande comporteront :

- la référence de l'accord-cadre, le numéro et la date du bon de commande,
- la désignation de la prestation commandée,
- les délais d'exécution,
- le cas échéant, la date de début des prestations,
- le cas échéant, la date de fin des prestations, dans le respect des délais d'exécution,
- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- le montant total HT du bon de commande,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC du bon de commande,
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ).

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

La somme des prestations forfaitaires de la partie 1 sur la durée totale du marché et la somme des prestations à bons de commande que l'ASP est susceptible d'émettre dans le cadre des prestations de la partie 2 ne sauraient dépasser le montant maximum .

En cas de dépassement des délais prévus conformément aux dispositions ci-avant, le titulaire s'expose à des pénalités prévues à l'article « Pénalités et réfections » du présent document.

Article 11. Conditions particulières d'exécution

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du présent marché, le nom et les coordonnées du/des personne(s) responsable(s) du suivi du marché à l'ASP seront communiqués au titulaire au lancement du marché.

Le titulaire désignera dans son offre le responsable du suivi du marché habilité à le représenter.

Le titulaire désigne un ou des correspondants et un ou des suppléants pour le représenter auprès de l'administration. Ces personnels seront compétents pour recevoir les demandes de l'administration et seront les contacts privilégiés pour tous problèmes de type administratifs ou financiers.

Ces personnels nommément désignés seront joignables en permanence par l'administration.

Article 12. Obligations des cocontractants

12.1 Obligations communes

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objet du présent marché.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

12.2 Obligations de l'ASP

L'ASP :

- met à la disposition du titulaire les matériels, bureaux, moyens de communication et plus généralement l'ensemble des fournitures nécessaires à la réalisation de la prestation, lorsque les prestations se déroulent dans les locaux de l'ASP,
- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent,
- assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

12.3 Obligations du titulaire

12.3.1 Obligations générales

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à participer aux entretiens d'évaluation de la prestation tous les deux mois définis au CCTP;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'ASP, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché ;
- à mettre un compte-rendu d'activité annuel définis au CCTP.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à garder **confidentielles** toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de cet accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

12.3.2 Pièces et attestations à fournir

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre le pouvoir adjudicateur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

12.3.3 Modification affectant le titulaire au cours de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), L2341-1, L2341-3, L2341-4 et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 13. Modalités d'intervention du personnel du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les intervenants proposés par le titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de son employeur titulaire du marché. L'ASP adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché chez le titulaire qui prend les mesures correctives nécessaires.

Un point technique et contractuel régulier est réalisé pendant toute la durée d'exécution de la prestation en lien avec le service logistique et patrimoine de la Direction financière juridique et logistique de l'ASP, notamment au travers de l'entretien d'évaluation tous les deux mois et du bilan annuel.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, en cas d'insuffisance constatée de la part de l'intervenant mis à sa disposition par le titulaire dans le cadre du présent marché, **le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour mettre à disposition un remplaçant**, disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes, en accord avec l'ASP.

L'ASP peut refuser le nouvel intervenant désigné. Elle en informe le titulaire dans les 3 semaines à compter de l'arrivée du remplaçant dans ses locaux. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 5 jours ouvrés à plein temps.

Article 14. Sécurité et prévention

Par application de l'article R 4512-7 du code du travail, le présent accord-cadre nécessitera la rédaction d'un plan de prévention.

Le titulaire prendra rendez-vous avec le service logistique et patrimoine de la direction financière de l'ASP et les organismes d'hygiène et de sécurité afin de prendre connaissance des mesures de prévention et de sécurité à respecter sur un site de l'ASP et s'engage à s'y conformer dans tous les domaines (ex : sécurité incendie, tenue des personnels, usage des matériels, locaux à disposition....).

A la suite, le titulaire établit un plan de prévention qui est remis au service logistique et patrimoine de l'ASP et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les quinze (15) jours calendaires suivants la notification de l'accord-cadre.

Il indique de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel, tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ;
- Les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de prévention est tenu à jour par le titulaire, qui est tenu d'en signaler les modifications au service logistique et patrimoine de l'ASP. Il est à renouveler tous les ans.

La personne publique valide ce plan de prévention. Une fois le plan de prévention établi ou révisé celui-ci fait partie des documents contractuels de l'accord-cadre. Ses éventuelles modifications seront actées par voie d'avenant.

Conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS, la non-application par le titulaire des mesures de sécurité prévues, entraînera la résiliation du marché à ses torts.

Article 15. Propriété intellectuelle

L'ASP conserve tous les droits dont elle est détentrice sur les matériels, programmes, logiciels, données et fichiers mis à la disposition du titulaire pour les besoins d'exécution du présent marché.

Le titulaire cède à l'ASP tous les droits de propriété intellectuelle sur les livrables, notamment la documentation, au fur et à mesure de leur élaboration, et ce, pour toute la durée de protection légale de l'article L.123.1 du Code de la Propriété Intellectuelle et pour le monde entier.

Ces droits comprennent notamment les droits d'utilisation, de reproduction, de cession, d'adaptation et de modification tels que définis dans le Code de la Propriété Intellectuelle pour tout usage pendant toute la durée de leur protection.

Article 16. Vérification et admission

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité des prestations aux spécifications de l'accord-cadre.

Le contrôle et l'admission des prestations sont assurés par le représentant de l'administration du site bénéficiaire.

La vérification des prestations s'effectuera selon les modalités indiquées à l'article 6 du CCTP (entretien d'évaluation bimestriel). Si le niveau de qualité de la prestation suite à l'évaluation est inférieur à 90% de la note maximale de la grille du titulaire, alors celui-ci encourt l'application d'une réfaction stipulée à l'article 17 du présent CCAP. Si le niveau de prestation est compris entre 90 et 95 % de la note maximale prévue par la grille du titulaire, alors celui-ci disposera d'un délai de 10 jours ouvrés pour corriger les manquements de la prestation. Une nouvelle évaluation de la prestation sera réalisée. Si les résultats obtenus ne sont pas au moins égaux à 95% de la note maximale, le titulaire encourt l'application d'une réfaction mentionnée à l'article 17 du présent CCAP.

Article 17. Pénalités et réfections

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont décrites comme suit :

17.1 Application des pénalités

Toutes les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables entre elles.

Le montant total des pénalités ne peut pas représenter plus de 20% du montant total dû au titulaire.

Le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-après, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

S'agissant des prestations forfaitaires de la partie 1, les pénalités sont appliquées au regard du terme contractuel du planning prévu dans le CCTP, soit dès le lendemain de la date d'échéance de la prestation initialement prévue.

Pour les prestations de la partie 2, le délai à prendre en compte est celui figurant dans le bon de commande.

Le montant des pénalités sera calculé sur la facture de la commande concernée et payé par précompte sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

17.2 Montant des pénalités

Les pénalités ci-après dérogent à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

17.2.1 Pénalités pour retard dans la mise en place du marché

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € par jour de retard et par prestation en cas de retard dans l'exécution du marché prévu le 1^{er} juillet 2025.

$$P = 500 \text{ euros HT} \times J$$

P = montant des pénalités

J = nombre de jours d'absence au-delà du 1^{er} jour.

17.2.2 Pénalités pour absence non remplacée

En cas d'absence de plus de 2 jours constatée d'un des agents du titulaire, il encourt des pénalités calculées comme suit:

$$P = 50 \text{ euros HT} \times J$$

P = montant des pénalités

J = nombre de jours d'absence au-delà du 2^{ème} jour. Tout jour d'absence entamé est comptabilisé.

17.2.3 Pénalité pour retard à la prise de poste ou départ anticipé

En cas de retard récurrent à la prise de poste ou départ anticipé (+ de 3 par mois par prestation), le titulaire encourt une pénalité calculée comme suit :

$$P = 30 \text{ euros HT} \times H$$

P = montant des pénalités

H = nombre d'heures de retard cumulées (toute heure de retard entamée est comptabilisée)

17.2.4 Pénalités pour non- respect des clauses de confidentialité

En cas de constat de non-respect de la clause de confidentialité à laquelle est soumis le titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 3000€.

17.2.5 Pénalités relatives à l'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion et dont la responsabilité est imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliquée une pénalité égale à 100 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 500 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'ASP.

17.2.6 Pénalités relatives aux considérations environnementales

En cas de non-respect des obligations relatives aux obligations portées par le présent CCAP et aux engagements du titulaire figurant dans l'annexe dédiée le cas échéant, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

17.2.7 Pénalités relatives aux règles de sécurité

Conformément à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 27 du CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article dédié du présent CCAP

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

17.3 Application des réfections dérogatoires (réfections forfaitaires)

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/FCS, lorsqu'une prestation sera effectuée de manière défectueuse, en partie ou en totalité, ou lorsqu'une préconisation ne sera pas respectée, le titulaire encourra des réfections comme suit :

- Non-respect du mémoire technique du titulaire (moyens humains et matériels) : 100,00 € HT par manquement constaté ;
- Non communication des documents administratifs dans les délais impartis : 50,00 € HT par infraction constatée (comptes rendus bimestriels, comptes rendus d'incident ...) ;
- Absence à une réunion programmée : 100 € par constat d'absence ;
- Note d'évaluation bimestrielle inférieure 90% de la note maximale prévue par la grille du titulaire ou inférieure à 95% de la note maximale de la grille du titulaire après application des mesures correctives: 1 000,00 €HT

Article 18. Responsabilité et assurances

18.1 Responsabilité

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le Titulaire sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, directement, causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire identifie un événement, dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du Titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le Titulaire.

18.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG FCS.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 19. Exécution financière de l'accord-cadre

19.1 Avance

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, il est fait application de l'option A.

19.2 Echancier des paiements

Au titre de la partie 1 (prestations forfaitaires), le titulaire remettra mensuellement et après service fait, les décomptes, factures ou mémoires afférents aux prestations réalisées.

Seront déduites, le cas échéant, les réfections et/ou pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP.

Les prestations réalisées au titre du forfait feront l'objet d'une facturation distincte des prestations réalisées sur bons de commande.

19.3 Solde

19.3.1 Solde du forfait - partie 1

Le paiement du solde du forfait aura lieu après certification de la bonne exécution de la totalité des prestations et réception.

Le paiement du solde définitif est en particulier subordonné :

- à la restitution de l'ensemble des matériels mis à disposition du titulaire (clés, badges, cahier de consigne, locaux...) ;
- à la fourniture et l'approbation du rapport annuel d'activité.

Les demandes de paiement du solde afférent à la période seront adressées selon les dispositions du présent CCAP.

19.3.2 Solde d'un bon de commande - partie 2

Le paiement du solde de chaque bon de commande sera effectué après vérification et réception des prestations commandées, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions de l'accord-cadre.

19.4 Contenu des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Le numéro et la date du marché, le numéro du bon de commande
- La dénomination de la prestation
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- La date de facturation
- Le numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, **au taux légal en vigueur au moment du fait générateur**.

19.5 Adresse de facturation

Sauf information contraire délivrée au titulaire, les factures seront adressées à l'adresse suivante :

Agence de services et de paiement,
Direction financière, juridique et logistique
Service logistique et patrimoine
2 rue du Maupas
87040 Limoges cedex 1

19.6 Dématérialisation des factures

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur le portail Chorus Pro. Les factures doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement** les informations suivantes :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)
- Le **numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures**.

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) **numéro(s) de marché**, communiqué au titulaire après notification

Ce nouveau processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

19.7 Régime des paiements

19.7.1 Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement du présent marché.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

19.7.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

Article 20. Cession ou nantissement de créance

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, le pouvoir adjudicateur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51).

Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

Article 21. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG de référence, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Article 22. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG FCS.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles nécessaires à la réalisation des prestations objets du présent accord-cadre.

Le sous-traitant met en œuvre les mesures appropriées de manière à ce que les prestations réalisées répondent aux exigences du règlement européen sur la protection des données et aux exigences de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Article 23. Résiliation du marché

23.1 Pour motif d'intérêt général

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Dans ce cas, il est fait application de l'article 38 du CCAG-FCS.

23.2 Pour tous les autres cas

Il est fait application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS et des articles L.2195-4 et L.2194-5 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, y compris en cas de manquement aux aspects de sécurité informatique, il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.

23.3 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation pour faute et conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'administration se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Article 24. Règlement des différends et litiges

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Il est fait application des articles 46 du CCAG-FCS.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

Article 25. Prestations similaires pour les services

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Article 26. Modifications de marchés

L'ASP se réserve la possibilité de modifier le marché au moyen de la présente clause de réexamen (art R2194-1 du code de la commande publique).

26.1 Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution de l'accord-cadre, des modifications, suppressions ou ajouts de prestations pourront intervenir soit à l'initiative de l'ASP, soit à l'initiative du Titulaire, car rendus nécessaires par une évolution réglementaire, organisationnelle ou normative, ou par l'introduction d'innovation technologique dans le secteur considéré telles que :

- *L'utilisation de nouveaux outils ou de nouvelles méthodes*
- *L'intégration de nouvelles prestations récurrentes devant être intégrées à la partie 1*

Dans ce cas, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions de mise en œuvre, qui seront intégrées au marché par voie d'avenant.

Dans le cas de modifications marginales des prestations, à l'initiative de l'ASP, tels que :

- L'ajout, suppression, remplacement de tâches accessoires ;
- La modification mineure des plannings ou des horaires de travail ;

l'ASP pourra faire exécuter ces modifications au moyen d'un ordre de service.

26.2 Prestations supplémentaires de marché

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2, R2194-3, R2194-4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

26.3 Autres modifications de marché : modifications non substantielles

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier le présent marché.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

26.4 Autres modifications de marché : circonstances imprévues

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier le marché lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

26.5 Autres modifications de marché : modifications non substantielles

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

Article 27. Clauses de sécurité

27.1 Confidentialité

Les informations gérées par l'Agence sont classifiées et marquées selon l'échelle ci-dessous.

Niveau	Nom
C4	Informations stratégiques et internes à l'Administration
C3	Informations concernant les bénéficiaires, agents ou intervenants et internes à l'Administration
C2	Informations ne contenant pas de données à caractère personnel et internes à l'Administration
C1	Informations publiques

Toute information non marquée est réputée classifiée C3.

Les informations classifiées C2 à C4 selon cette échelle ou dont le caractère « confidentiel » a été formellement spécifié sont réputées confidentielles. Ainsi, sont considérées comme confidentielles, les informations (notes, procédures et autres documents internes à l'Agence) et, le cas échéant, les données accessibles par le titulaire ou mises à sa disposition dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit appliquer les mesures de sécurité permettant d'assurer la confidentialité des informations et données mises à sa disposition conformément à l'article confidentialité du CCAG de référence.

Les données intégrées ou générées sont utilisables dans le cadre de l'article « régime des données » du CCAG de référence.

De même, la destruction des données s'opère en conformité à l'article « destruction des données » et « audit de sécurité » du CCAG de référence le cas échéant.

27.2 Engagement de confidentialité

Chacun des intervenants pour le compte du titulaire, signera, avant le démarrage de la prestation, un engagement de confidentialité (ou la charte) fourni par l'ASP; le titulaire s'assurera que tout son personnel directement impliqué dans l'exécution des prestations, et celui de ses sous-traitants éventuels, signe cet engagement.

27.3 Sécurité physique

La prestation objet de l'accord-cadre n'ayant pas d'adhésion avec le SI de l'ASP, le titulaire devra respecter les règles de sécurité spécifiques à l'accès aux locaux définis par l'ASP, notamment, l'accès limité aux zones d'intervention définies par l'accord-cadre, le port apparent du badge, pendant toute la prestation.

Article 28. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
6	16
10	3.7.2
13	3.4.3
17	14
17.3	30.3